

# Amanda, la galère et l'exclusion

Elle a 46 ans et ressemble à une jeune fille. Mince et menue, elle ne fait pas son âge. Maman d'une jeune fille de 22 ans, elle reconnaît qu'"on me croit toujours plus jeune que je ne suis." Mais les patrons, eux, restent insensibles à ses atours : seule compte, pour eux, la date de naissance officielle. Et là, c'est une autre histoire : "Dès qu'on a plus de 40 ans, on nous traite comme si nous étions déjà des retraités. Cela devient presque impossible de trouver un emploi. Je ne sais pas comment qualifier cela!"

Amanda a fait des études supérieures de journalisme et communication au Pérou, son pays d'origine. Elle y a rencontré un Français dont elle est tombée amoureuse. Ils se sont mariés, et elle l'a suivi quand il est retourné en France. À Paris, elle reprend des études et entreprend une maîtrise sur l'Amérique latine à la Sorbonne. Quand son mari obtient un poste à la Commission européenne, ils viennent s'installer avec leur petite fille à Bruxelles. Des années durant, Amanda va essayer de décrocher un job dans cette institution. Elle passe examens d'entrée sur examens d'entrée, en vain. "C'est très difficile, surtout les mathématiques et les statistiques. Comme j'avais fait des études de lettres, je n'ai jamais réussi les épreuves de statistiques." Quelques années plus tard, le couple se sépare, et Amanda cherche du travail ailleurs. Mais elle se heurte à la dure réalité : ses

**AMANDA EST UNIVERSITAIRE, JOURNALISTE DE FORMATION. CELA FAIT POURTANT DIX ANS QU'ELLE VIT DE PETITS BOULOTS. AUJOURD'HUI, EXCLUE DU CHÔMAGE, ELLE N'A D'AUTRE CHOIX QUE DE RETOURNER AU PÉROU.**

**Aïda Allouache**  
CSCE

diplômes ne sont pas reconnus en Belgique. "Mes études universitaires m'ont coûté beaucoup de temps, d'argent et d'énergie. Je pensais que cela me permettrait de trouver un travail à la hauteur de mes compétences, mais j'ai dû déchanter." Sans équivalence de diplôme, on ne lui reconnaît que le niveau Bac + 2, "alors que j'ai fait six ans d'études universitaires dans mon pays d'origine".

## ENGAGÉE

"Je vis en Belgique depuis dix-huit ans et n'ai jamais effectué que des petits boulots. J'ai des connaissances qui, avec les mêmes diplômes que moi, ont réussi à décrocher un emploi dans le journalisme ou la communication." Alors, parfois, elle ne peut s'empêcher de penser que, peut-être sa peau n'est pas suffisamment blanche, ou que son accent chantant inspire méfiance : "Il m'arrive de douter de tout." Déstabilisante, cette incertitude ronge son quotidien partagé entre colère et sentiment d'injustice : "Je ne sais pas si je suis victime de

mon âge, de mon diplôme ou de mes origines." Après un silence : "Cela dit, je vois aussi des Belges de souche qui sont sans emploi." Passer ses journées de déprime devant la télé, très peu pour elle. Pour ne pas sombrer, Amanda s'investit et milite au sein de diverses associations. Elle travaille aussi bénévolement pour une radio communautaire latino-américaine, pour laquelle elle participe à une émission qui promeut les droits des femmes et des migrants. La mort de Sémira Adamu reste ancrée dans sa mémoire : Amanda s'est beaucoup impliquée dans la lutte en faveur des sans-papiers.

## LA PLAIE DU TRAVAIL AU NOIR

Le travail au noir ? Elle est résolument contre car "cela casse le système de protection sociale". Et puis, elle veut la reconnaissance en tant que travailleuse. Une reconnaissance légale, et un vrai travail. À ses yeux, il mieux vaudrait régulariser les travailleurs au noir que de les poursuivre : "Au lieu de faire la chasse aux personnes

précarisées qui travaillent au noir parce qu'on ne les veut pas ailleurs, qu'on intensifie la chasse aux employeurs qui "offrent" aux gens des boulots sans protection sociale. Au lieu de ça, on laisse le système se perpétuer et même enfler. Il y a parfois des travailleurs qui en profitent – j'ai payé mon déménageur 350 euros au noir ! -, mais le plus souvent, ils y sont acculés."

## L'ENVERS DU DÉCOR POLITIQUE

Un beau jour, Amanda a décroché un poste d'attachée de presse mi-temps d'une élue au Parlement la Communauté française. "Un boulot correct d'un point de vue salarial, mais néanmoins précaire puisque à mi-temps seulement, et limité dans la durée : le mandat d'un responsable politique est lié à la législature, et je pouvais être virée n'importe quand". Dans les coulisses du pouvoir, Amanda va découvrir l'envers du décor du monde politique : les abus de pouvoir, et le climat de maltraitance qui entoure parfois les employés.

“Une des assistantes a été congédiée parce qu'elle était enceinte pour la deuxième fois, témoigne-t-elle. Tandis que la “patronne”, elle profitait à fond du système, et parfois à son seul profit. Elle emportait les ordinateurs du bureau chez elle, et nous ramenait des vieux. J'ai dû apporter ma propre souris d'ordinateur et mes stylos personnels pour pouvoir travailler. Elle voulait que je l'introduise dans la communauté latino pour s'y faire connaître et obtenir leur vote. J'ai refusé, et j'ai été virée!” Heureusement, grâce à ces deux années de travail, Amanda a enfin pu ouvrir ses droits au chômage. Après son licenciement, elle a continué d'investiguer dans le secteur: “Mais là, j'ai très vite compris qu'il fallait être pistonnée pour trouver un job.” Elle a élargi ses recherches dans le milieu associatif mais, là non plus, n'a rien trouvé.

### VAINES RECHERCHES

Le chômage lui pèse. Elle déteste rester à traquer un emploi inexistant. Elle décide de suivre les suggestions des divers organismes d'accompagnement qui poussent les chômeurs à devenir indépendant. Elle succombe aux sirènes de l'auto-entreprenariat. Elle veut devenir son propre patron, créer son emploi. Grâce au petit pécule qu'elle obtient après son divorce, elle lance, en 2003, sa propre entreprise de vêtements. En 2006, c'est la faillite: “J'ai tout perdu: mon entreprise, mon argent et mon emploi.” Retour à la case chômage. Acculée, il lui arrive d'utiliser la pension alimentaire de sa fille pour payer le loyer. “Heureusement, ma fille ne rouspétait pas trop, son papa gagne bien sa vie et il lui donnait le nécessaire. Mais je m'en voulais terriblement de lui prendre son argent! J'ai vraiment déprimé.”

Elle se réinscrit partout, chez Actiris, dans des agences d'intérim, etc. “Mais quand je voulais laisser mon CV, on me disait que, si je ne parlais ni le néerlandais ni l'anglais, ce n'était pas la peine.” Pourtant, Amanda s'accroche et



finit par obtenir un contrat de cinq mois, à 500 euros par mois, dans un magasin dans lequel elle devait travailler le lundi et le samedi. Ensuite, elle devient réceptionniste dans un grand hôtel, mais elle a pudiquement caché le fait qu'elle ne parlait pas anglais. Un jour une collègue la surprend à répondre

d'insertion professionnelle, j'ai sollicité des assistants sociaux pour ma recherche d'emploi. J'ai supplié pour décrocher un job, même de nuit, dans d'autres hôtels. Au cours de toutes ces années, je n'ai reçu qu'une seule offre de la part d'Actiris. J'ai postulé, mais l'employeur n'a jamais répondu...”

“contrat” lui est imposé. Quelques mois plus tard, on lui reproche de ne pas avoir envoyé suffisamment de candidatures. Amanda reçoit une lettre de l'Onem: son allocation va être supprimée. Exclue? Elle ne peut y croire. Sans allocation, elle doit quitter son appartement dont elle ne peut plus assurer le loyer. “Ma fille a 22 ans, elle est étudiante, elle ne pourra plus venir chez moi, parce que je n'aurai plus de chez moi! J'ai quitté mes racines pour suivre mon mari et fonder une famille ici. Mais aujourd'hui, je n'ai plus rien. Ma fille étudie en France. Je suis seule ici et sans revenus, que vais-je devenir? Une SDF?” Amanda ne peut se résoudre à solliciter l'aide du CPAS: “Je ne veux pas de la pitié ni de la miséricorde. Dans ce cas, je préfère rejoindre ma mère et ma grand-mère au Pérou. Cela fait dix-huit ans que je n'y suis pas allée. J'aime la Belgique, mais je ne peux plus vivre dans cette misère. Je veux garder ma dignité, c'est tout ce qui me reste.” ■

## “J'AI DÛ UTILISER LA PENSION ALIMENTAIRE DE MA FILLE POUR PAYER MON LOYER!”

en français à des anglophones et la dénonce au patron. Au bout de trois mois, elle est dehors. Avec la carte Activa, elle croit détenir enfin le sésame qui va lui permettre d'accéder à un emploi dans le secteur du journalisme ou de la communication. Mais son rêve se brise sur les réalités du terrain. “Aucune entreprise n'a voulu de moi. J'ai demandé de l'aide au service Actiris. J'ai frappé à toutes les portes d'entreprises

**EXCLUSION ET DÉSESPOIR**  
Pendant ce temps, l'Onem exerce ses contrôles. “Les premiers rendez-vous ont été positifs. Mais je ne me suis quand même jamais sentie à l'aise. J'avais l'impression d'être un petit animal traqué, placé au centre d'un jeu cruel et ne sachant où aller pour se sauver. J'étais toujours sur le qui-vive, redoutant ce qui allait me tomber dessus.” Au printemps dernier, Amanda a été convoquée. Un